

ORDRES DU JOUR INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LES SUBSIDES

DEUXIÈME JOUR PRÉVU—MOTION DE DÉFIANCE—L'ABSENCE DE MESURES ÉCONOMIQUES VISANT À RÉDUIRE LE CHÔMAGE

La Chambre reprend l'étude interrompue le mercredi 29 janvier, de la motion de l'honorable M. Stanfield (p. 4901); et de l'amendement à cette motion présenté par M. Lewis (page 4911).

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, lorsque la Chambre s'est ajournée hier soir, nous étions en train de débattre la motion de défiance présentée à la Chambre par le chef de l'opposition (M. Stanfield). Or, afin d'assurer la continuité du débat, il serait peut-être utile d'en donner lecture. La motion est ainsi conçue:

Que la Chambre regrette que le gouvernement ne présente pas de programmes en vue d'en arriver à un taux de croissance économique qui réduirait le chômage et permettrait aussi à l'économie d'absorber le grand nombre de travailleurs qui font leur entrée sur le marché du travail cette année.

Le député d'York-Sud (M. Lewis) a proposé un amendement à cette motion. Je parlais en songeant particulièrement aux jeunes gens dont les perspectives d'emploi, pour l'été prochain, sont très sombres. Je songe aux diplômés des universités et des collèges communautaires, aux non-diplômés et aux élèves des écoles secondaires ainsi qu'aux jeunes qui ont quitté l'école et qu'on appelle des déchets scolaires. Le groupe en question forme le plus important pourcentage de chômeurs au Canada, c'est-à-dire 15.2 p. 100.

J'ai terminé hier soir mes remarques en signalant à la Chambre quelques-uns des excellents programmes entrepris par le parti que je représente pour combattre et pour réduire le chômage. J'ai parlé du programme des travaux d'hiver, de la caisse des prêts municipaux, dont nous félicitons le gouvernement libéral, des subventions au programme de construction de maisons pendant l'hiver institué par le parti conservateur et de la multitude de programmes de travaux publics que nous avons légués au nouveau gouvernement. Tous ces programmes ont disparu et rien n'est venu les remplacer.

Le chômage qui affecte les diverses régions présente de nombreuses disparités, mais, je l'ai dit tantôt je veux parler cet après-midi, pendant le temps très court qui m'est alloué, de celle qui concerne les jeunes. Cela m'est

[Le très hon. M. Trudeau.]

sans doute venu à l'esprit parce que je représente une région du Canada dotée de nombreuses universités. Dans ma circonscription, il y a l'Université de Guelph et, à 15 milles de là, l'Université de Waterloo et la Waterloo Lutheran University, et, à 30 milles au Sud, l'Université McMaster. Nous sommes donc dans une région où la population est bien servie quant aux universités. Mes préoccupations tendent donc naturellement à se porter vers tous les jeunes, qu'ils soient à l'université, dans une école secondaire ou ailleurs. Les diplômés, les finissants et les autres étudiants, autant que tous les chômeurs, naturellement.

Il y a huit jours, le chef de l'opposition a demandé au ministre des Finances (M. Benson) s'il allait exposer à la Chambre, à l'appel des motions, ce que le gouvernement entend faire pour aider les nombreux jeunes qui entreront sur le marché du travail. Le ministre des Finances a répondu ce qui suit:

Je pense que le Canada sera en mesure d'absorber tous les bons éléments qui sortiront à l'avenir de nos universités.

S'il est sincère, qu'il veuille bien nous faire part de ses programmes et de ses idées à ce sujet. Il me paraît incroyable qu'un gouvernement qui s'est vanté de l'attrait qu'il exerçait sur les jeunes et de son désir de faire participer la jeunesse aux affaires de la nation ait le front de tourner le dos aux jeunes et de leur dire, en fait: «Tirez-vous d'affaire». Si les jeunes doivent compter sur le gouvernement, je crains bien que leur seule participation se réduira à joindre les rangs des chômeurs. Les perspectives d'emploi, cet été, ne sont guère brillantes pour les étudiants.

Les perspectives d'emploi pour les étudiants canadiens sont «très sombres» a déclaré M. W. H. Rutledge, président de l'Association de planification des carrières universitaires, dans un discours prononcé en novembre dernier. Lui-même et son association ont exhorté le gouvernement à élaborer un programme national d'emploi d'été pour les étudiants, ce que j'approuve de tout cœur.

Voyons maintenant comment le gouvernement pourrait promouvoir certaines idées et certaines méthodes en vue d'assurer du travail aux étudiants l'été prochain. Je songe aux municipalités, dans tout le pays, qui ont institué des programmes de loisirs. Elles ne peuvent trouver de moniteurs pour diriger et organiser ces programmes, car elles n'ont pas d'argent pour les rétribuer. Une aide du gouvernement à cette fin serait utile. Certains programmes de recherche du gouvernement pourraient être étendus pour permettre d'employer un grand nombre de ces étudiants. Pensons également au réseau des grands parcs